

De: Alain Goléa <alain.golea@orange.fr>
Envoyé: mardi 26 juin 2018 18:28
À: Julie CAPIALI; Anne THIABAUD
Objet: enquête publique pour le permis d'aménager de la Treille à Peynier.

Mme Evelyne Martini
Hotel de Ville
9, cours Albéric Laurent
13790 - Peynier

Madame la Commissaire Enquêteur,

En réponse à l'enquête publique concernant le permis d'aménager de la Treille, je souhaite formuler les observations suivantes :

- a) sur la forme en ce qui concerne l'organisation de cette EP. Il est particulièrement anormal au vu de la complexité du dossier que le dossier de l'enquête publique n'a été mis en ligne que le 24 mai : 1er jour de l'enquête.
- b) Le mémoire en réponse de la mairie à la MRAE n'a été accessible que le 15 juin.
- c) aucune réunion d'information publique

Faut-il ensuite s'étonner dans ces conditions de la très faible implication des habitants de Peynier à cet exercice incontournable de la vie citoyenne. Leur non participation ne veut pas dire acceptation mais seulement désintérêt de ces simulacres de consultation. Si l'on) voulait vraiment savoir s'ils sont pour ou contre ce permis d'aménager, que l'on (la municipalité en tout premier lieu) organise un référendum local tel que prévu par les articles LO1112-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Concernant l'emplacement du futur projet :

Les 15 hectares constituant la zone à aménager de la Treille-La Cornereille se situent à 2km du centre village, sans sans aucun accès direct ;

Ce projet marque donc clairement une rupture de la continuité avec le noyau villageois en contradiction avec la loi sur la densification à partir de l'existant et du village et va à l'encontre de l'avis défavorable émis par monsieur le Préfet en 2016.

Il n'est pas pertinent, ni recommandé d'implanter des maisons de retraite à l'écart du centre du village en contradiction avec l'objectif du vivre-ensemble inter-générationnel.

Ce projet d'urbanisation serait par ailleurs réalisé en bordure de zone industrielle !

Les 15 hectares de terre agricole menacés par ce projet représentent une terre, en partie irriguée et irrigable par le canal de Provence, au repos depuis 2009. Une étude a-t-elle été réalisée sur la qualité de ces terres et leur potentiel en agriculture biologique, pour laquelle une forte demande existe ? Des dispositifs ont été mis en place par la CPA pour aider à l'installation de jeunes agriculteurs, le lycée agricole d'Aix-Valabre cherche pour la moitié de ses stagiaires des terrains pour qu'ils puissent s'installer. Comme d'autres communes du territoire, Peynier n'a jamais effectué la moindre démarche en ce sens. Il y a

pourtant de réelles opportunités sur la zone de la Treille pour des cultures traditionnelles ou des jardins familiaux.

Enfin on relève sur la zone concernée plusieurs espèces protégées, d'ailleurs l'étude d'impact attribuée au site de la Treille un enjeu écologique fort, et met l'accent sur l'importance de la protection de la ripisylve du Verdalaï et de la garrigue aux romarins. Parmi les espèces protégées inventoriées : 7 espèces sont menacées de disparition totale pendant la phase d'aménagement, 5 espèces subiront de graves perturbations pendant la dite phase.

Concernant le projet lui-même :

Le projet d'aménagement demeure très imprécis.

Les aménagements des accès à la zone ne sont pas détaillés. La circulation sur la D6 est très élevée, elle est souvent embouteillée aux heures de pointe.

De quelle façon les piétons pourront-ils la traverser pour se rendre à l'arrêt de bus situé de l'autre côté ou aux commerces (passerelle ? passage souterrain ?) Quel est l'aménagement projeté pour pouvoir accéder à la zone ou en sortir avec un véhicule en toute sécurité ? Quel impact sur le flux de circulation déjà important ?

Aucune étude d'impact des futurs flux de circulation n'est présente dans le dossier ; or 116 logements de plus, 14 immeubles de bureaux, l'EPAHD ... (52.200 m² de plancher en tout) généreront des allées venues doublant ou triplant les flux actuels

L'urbanisation très dense, telle qu'elle est prévue ne garantit en rien la préservation des paysages et des éco-systèmes

L'étude d'impact attribuée au site de la Treille « un enjeu écologique fort ».

Il est donc certain que les 65 bâtiments prévus par le permis d'aménager provoqueront la destruction des habitats d'espèces protégées, la disparition de la trame verte et des corridors écologiques du secteur.

Dans le projet communal exposé page 9 du PADD, on note à propos du territoire communal : « des richesses naturelles à forte valeur écologique et environnementale à sauvegarder » • De facto, le site de la Treille, par sa richesse et sa forte valeur écologique (floristique et faunistique) s'inscrit dans les espaces à sauvegarder.

L'objectif 1 du PADD affirme la volonté de « préserver et valoriser la trame verte et bleue » à savoir : grands espaces naturels, grands massifs, corridors écologiques, ripisylves. Il en ressort que : le PA n'est pas compatible avec les objectifs du PADD ni avec le projet communal.

Le catalogue des recommandations énoncées dans l'étude d'impact pose la question des mesures envisagées par la Commune pour faire appliquer les dites recommandations vu l'ampleur, la durée et le nombre de chantiers prévus (65 bâtiments dénombrés). Les règles de bonne conduite environnementale pour les futurs résidents s'inscrivent dans la même problématique ; d'où les questions suivantes :

Quelles dispositions spécifiques et vérifiables seront appliquées par la Commune au titre de la préservation des espèces protégées pendant la durée des chantiers, et après l'installation des résidents ?

Madame la Commissaire Enquêteur, vous n'êtes pas sans savoir qu'une mission d'information de l'Assemblée nationale travaille depuis le 8 février dernier sur le foncier agricole, avec l'objectif de voir

comment le protéger et le partager. L'un des rapporteurs, n'est autre que la députée de la circonscription , Mme Anne-Laurence Petel (LREM, Bouches-du-Rhône). Cette commission mène ses travaux et ses auditions pendant tout l'été avant de rendre son rapport, en septembre. Il est donc naturel que dans l'intervalle de temps, il n'y ait pas au niveau de notre département des procédures qui vont dans le sens contraire en s'attaquant au foncier agricole.

Certes, je n'habite pas la commune de Peynier mais j'y viens souvent pour diverses activités associatives et je me sens donc solidaire des Peynierens qui s'opposent à ce projet tout en habitant une commune voisine: Auriol.

Auriol dont 7 ha de terres agricoles situées aux Adrechs et pourtant sanctuarisées par le SCOT du Pays d'Aubagne; cultivées en partie sont menacées par un projet de révision du PLU initié fin 2017. Un projet d'artificialisation des sols conduit par Mme le Maire qui a pourtant en charge la délégation de l'Agriculture au niveau de la Métropole....

Notre département a besoin de préserver toutes ses terres agricoles. En tant qu'élue communal, en tant qu'animatrice du collectif 3 A (Auriol Adrechs Agriculture), je vous demande d'émettre un avis négatif au projet d'aménager de la Treille à Peynier. Ce n'est pas un permis d'aménager que l'on nous propose mais un permis de faire disparaître des hectares de terre agricoles.

Bien respectueusement

Alain Goléa

Conseiller Municipal "Auriol Objectif 2020"